

I/ Orientation globale

Le groupe Alternatiba ANV COP21 Saint Étienne, existant depuis septembre 2018, est convaincu de l'urgence d'agir dans une perspective globale plus ambitieuse et radicale que jamais, si nous voulons pouvoir inverser le cours de l'histoire qui nous est tracée, espérant rester sous la barre des +1,5°C depuis le début de l'ère industrielle à l'échelle planétaire. Au regard du compte-rendu des échanges ayant eu lieu à la coordination Alternatiba ANV COP21 de Strasbourg en novembre 2018, il semble que ce sentiment soit partagé par nombre de personnes investies dans le mouvement.

Le système économique et financier en toute-puissance au niveau international mène de manière quasi-certaine l'humanité vers un chaos d'une ampleur inégalée :

1. Soit, il conduit par ses excès à son propre effondrement à court terme, effondrement qui sera d'autant plus dévastateur que la grande majorité de l'humanité est aujourd'hui sous la dépendance presque totale de ses systèmes de production et de distribution mondialisés.
2. Soit, il conduit, malgré toutes mesures de modération jusqu'à présent imaginées, à un emballement du réchauffement planétaire au-delà des 3, 4 ou 5 °C, rendant la vie humaine rapidement incompatible avec les conditions climatiques extrêmes qui seront alors la norme à l'échelle terrestre.

L'extrait d'interview de Cyril Dion sur J-Terre [accessible ici](#) le confirme. Le système capitaliste est au cœur du problème, et ce système n'a pas les capacités d'inverser la tendance par lui-même, trop enkysté ou intrinsèquement lié à la logique de croissance et de profit à court terme, qui sont ses propres moteurs.

Il est donc impératif d'en tirer les conclusions qui s'imposent et de s'organiser à grande échelle pour être en capacité de répondre dès que possible à nos besoins essentiels et vitaux, autrement, sur tous les territoires et tous les continents. Il nous faut à la fois faire barrage aux projets les plus symboliques ou destructeurs du système qui nous mène au chaos. Il nous faut aussi construire une réelle alternative post-capitaliste, post-pétrole et post-nucléaire, capable de prendre le relais du système qui pousse aujourd'hui l'humanité à son auto-destruction. Sans alternative cohérente et à la hauteur des besoins, peu de personnes nous suivront...

Alternatiba et ANV COP21 sont engagés dans ce sens. Le film Irrintzina en est révélateur. La mise en valeur des alternatives locales menées en parallèle avec des actions non-violentes ou de désobéissance civile, structurées et parfois radicales comme celle de Pau, ciblant des points déterminants du système dont nous voulons nous défaire, a engagé une dynamique mobilisatrice qui rassemble les énergies de nombre de celles et ceux qui veulent vivre demain. Nous sommes toutes et tous d'accord pour que cela s'amplifie.

Mais, face à l'urgence, et à l'improbabilité de changements d'ampleur qui pourraient venir, même sous notre pression, de la part des États ou des institutions internationales, trop liées aux multinationales ou aux banques mondialisées, il nous semble nécessaire d'aller bien au-delà.

1. D'une part, il s'agit de donner plus de force aux alternatives dont nous nous faisons l'écho, en les développant comme de véritables outils de transformation sociétale ouvrant la voie à d'autres moyens de répondre à nos besoins, demain, hors du système capitaliste qui nous mène au chaos.
2. D'autre part, il semble important d'inscrire nos actions non-violentes et de désobéissance civile, visant des victoires d'étapes significatives en faveur du climat, dans une perspective plus large, affirmant l'urgence d'une sortie globale du capitalisme mondialisé, lui-même incapable de mettre fin à la croissance qui le nourrit et mène l'humanité à sa probable fin...

Ce qui manque aujourd'hui à l'humanité, ce n'est pas seulement un immense mouvement en faveur du climat, mais bien un large mouvement de « révolution citoyenne » d'ampleur internationale luttant et envisageant concrètement comment sortir rapidement du système qui nous propulse vers une fin tragique.

A nous d'être les promoteurs de cette révolution 100 % non-violente à laquelle nous aspirons, ouverte à toute réflexion stratégique sur différents modes d'action qui pourraient être défendus, mais avec la conviction que c'est avec la non-violence et la désobéissance civile que nous pourrions emmener le plus grand nombre avec nous... Nous ne sommes pas les seuls à l'envisager, le penser et le vouloir à travers le monde. L'heure est venue de nous y engager ensemble de manière explicite et forte à l'égard de toutes et de tous.

Une révolution ne se faisant pas sans tissage d'une véritable force collective, c'est avec les autres mouvements et mobilisations citoyennes qu'il faut interagir, au sein des rassemblements pour le climat qui se développent partout, comme au sein des mouvements visant la justice sociale tels que les mouvements sociaux menés par les syndicats ou autres mouvements tels celui des Gilets Jaunes en France...

La Marche internationale de Delhi à Genève, qui aura lieu d'octobre 2019 à octobre 2020, mobilisant déjà une multitude d'organisations à travers le monde, pourrait bien être un temps essentiel pour donner l'ampleur nécessaire à un tel mouvement de « révolution citoyenne non-violente » visant la construction d'une alternative écologique, sociale et solidaire à l'échelle mondiale.

Nous proposons donc comme orientation centrale à voter lors la prochaine coordination européenne d'avril pour Alternatiba et ANV COP21, la déclaration d'engagement proposée en Motion 1



II/ Proposition concernant les actions non-violentes et leurs objectifs

L'engagement à agir en vue d'un changement global de système, dans une perspective de révolution citoyenne non-violente du local à l'international, nous semble avoir plusieurs implications fortes concernant le choix des campagnes d'actions à poursuivre et à développer :

1/ Associer aux objectifs spécifiques de nos actions, la perspective globale de changement de système dans laquelle elles s'inscrivent

Si nous gagnions des batailles face aux méfaits de certaines multinationales ou de certaines banques, c'est pour faire barrage à l'aggravation généralisée de la situation au regard du climat, non pour leur montrer comment elles pourraient faire mieux pour paraître « plus propres »... **Notre objectif est bien d'élargir la dénonciation à tout le système, en mettant au grand jour son incompatibilité avec la lutte pour la survie de l'humanité, et l'impérative nécessité de construire une alternative globale qui puisse nous permettre de vivre demain.**

Sachant qu'aucune instance juridique internationale n'existe à ce jour pour juger un tel système, un des axes de notre pression citoyenne pourrait porter sur une demande d'arrêt, de jugement et de condamnation à réparation à l'encontre de l'ensemble du système économique et financier et de ses acteurs qui mène l'humanité au chaos jusqu'à sa probable extinction.

Un premier niveau de réparation demandé, en vue de financer les considérables efforts nécessaires à l'échelle internationale pour tenir l'objectif de non dépassement du seuil de +1,5°C, pourrait être l'arrêt de l'évasion fiscale par circuits légaux ou non, ainsi que l'arrêt des dividendes et l'arrêt des rémunérations élevées des dirigeants. Au delà, la demande serait que l'ensemble des bénéfices réalisés au niveau national et international soient obligatoirement réinvestis, sous contrôle citoyen, en vue de réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre et les consommations énergétiques et autres ressources non renouvelables. Cela impliquerait la mise en œuvre d'un grand plan international de mutation écologique et sociale géré en partie par des instances locales sous contrôle citoyen par tirage au sort...

Voir Motion 2



2/ Choisir une campagne d'action de désobéissance civile « phare » menant à des procès potentiellement gagnables et pouvant devenir emblématique de notre mouvement

Il pourrait s'agir de relancer la campagne contre l'évasion fiscale en élargissant grandement son champ d'action.

- *L'évasion fiscale est intrinsèque au système qui veut limiter toujours plus les dépenses publiques ou d'intérêt collectif au profit des intérêts à court terme des grands investisseurs privés... Le problème ne s'arrête donc pas à l'évasion fiscale. Le système qui propulse l'humanité vers le chaos est construit sur la logique de l'accumulation des richesses par les plus riches, aux dépens du plus grand nombre si cela est nécessaire du point de vue de leurs intérêts... Au delà de l'évasion fiscale et des paradis fiscaux, nous pourrions donc nous « attaquer » de la même manière aux salaires et aux rémunérations mirobolantes des dirigeants, autant qu'aux répartitions de dividendes entre actionnaires des multinationales dont les activités sont les plus dévastatrices pour l'humanité, le climat ou la justice sociale...*
- **Avec la réquisition de « petits matériels » tels que les chaises, nous possédons un moyen puissant, obligeant les banques et les multinationales concernées à nous attaquer devant la justice pour des délits « qui n'en sont pas vraiment » face à des problématiques sociétales massives que nos actes viennent mettre en évidence.** Sachant que s'ils laissent faire, nous amplifions et médiatisons les actions, ces réquisitions amènent nécessairement à des procès que nous sommes quasi-certain.e.s de gagner. Chaque procès gagné donne l'énergie pour poursuivre et élargir à d'autres cibles, avec des formes nouvelles toujours possibles à imaginer. Au-delà des réquisitions de chaises, il pourrait s'agir de réquisitionner des ramettes de papier, stylos, jusqu'à des imprimantes, etc... afin de les « redistribuer » aux services publics en manque de moyens... Ces actions seraient facilement médiatisables et susciteraient beaucoup de sympathie, permettant d'élargir rapidement le mouvement. **« L'argent pour la mutation écologique existe, autant que pour les services publics, et nous savons où il se trouve ! ».**
- D'autres actions telles que la réquisition de portrait du Président de la République dans les mairies, n'est pas moins excellente, à condition selon nous de clairement préciser que derrière l'inaction du gouvernement concernant la lutte contre le réchauffement climatique, se cache le soutien déterminé au système économique et financier qui mène l'humanité à sa probable fin.

De telles campagnes, faciles à dupliquer en de multiples lieux et en direction de multiples cibles, peuvent représenter un important moyen fédérateur entre préoccupations sociales et écologiques. Elle peuvent devenir de réel moteur de convergence. Elles sont aussi des opportunités concrètes fortes pour multiplier et populariser les formations à l'action et la stratégie 100 % non-violente, en se préparant à des actions sans enjeux juridiques trop élevés. De plus en plus de personnes pourraient ainsi « faire le pas » et gagner en expérience à risque limité.

Voir Motion 3

Parallèlement, d'autres actions plus ciblées peuvent et doivent continuer à être développées :

Campagne en préparation concernant Amazon et autres GAFAM..., poursuite des pressions sur la Société Générale concernant les gaz de schistes américains, avec de nouveaux angles d'attaques à trouver..., opérations badigeonnages de vitrines au blanc de Meudon « pour toute déviance du système à mettre en lumière »... + Actions massives de blocage ciblé, d'ampleur nationale ou internationale, telles que celles de Pau, ou d'Ende Gelände...

3/ Valoriser les autres formes d'actions non-violentes, plus symboliques ou de sensibilisation, pouvant s'organiser de manière autonome sur les territoires, en lien avec d'autres mouvements, tels que les syndicats, les Gilets Jaunes ou autres...

- *Filtrage bienveillant et humoristique aux entrées de supermarchés et des stations essence de la grande distribution, pour toucher un maximum de personnes, là où elles sont le plus concernées par leur dépendance aux multinationales. (Éviter les démonstrations moralisatrices sur les excès de consommation, attitudes trop souvent prises par les écologistes, pour axer sur nos dépendances néfastes pour toutes et tous à l'égard des multinationales et du grand business international qui nous mène au chaos...)*
- *Multiplication des « affichages militants » et « murs d'expression » sur les panneaux de Pub (co-organisée avec la RAP), concernant la surchauffe planétaire liée au grand business, concernant nos dépendances aux multinationales, concernant le creusement des inégalités ou le ras le bol des injustices, l'épuisement des ressources, la fragilité financière internationale, le risque d'effondrement, et tout ce qui concerne l'urgence d'une alternative à construire ensemble...*
- *Actions concernant la résilience alimentaire, avec possibilité de plantation collective de masse sur les espaces cultivables inutilisés, notamment sur les ronds points, avec plantation de fruitiers et de plantes vivrières, sur base de permaculture, avec recrudescence d'utilisation de « bombes à graines » pour comestibles, sans oublier les fleurs... L'objectif serait de multiplier les espaces de jardins ouverts à toutes et tous, sur une base semblable aux « incroyables comestibles », avec une dimension de désobéissance et de démultiplication plus importante... Parallèlement, nous devrions multiplier les actions soutenant et mettant en valeur le développement de l'agriculture paysanne et biologiques, les circuits courts et les modes de distribution alternatifs...*
- *Actions spécifiques sur les lieux de construction de nouveaux complexes commerciaux (comme le Steel à Saint Étienne), en vue de les identifier médiatiquement comme « Monuments historiques caractéristiques*

de l'ancien monde avec lequel nous devons rompre ». Possibilité d'y associer la revendication d'en faire des lieux de mise en commun des savoirs-faire locaux, mise en commun d'outillage, d'espace de réparation, de récupérathèque, d'espaces numériques partagés en opensource et serveurs locaux gérés en commun, avec alimentation électrique auto-produite par photovoltaïque ou autre... + lieux de réunion et de convivialité ouvert à tout le mouvement social et écologique en émergence...

4/ Faire de l'étude stratégique une pratique citoyenne essentielle à tous les niveaux d'organisation, afin de constituer un rapport de force pouvant permettre d'aboutir au changement radical de système nécessaire

- *Multipliation des « Instituts d'étude stratégique » formels ou informels, distinguant, étudiant, critiquant et valorisant l'ensemble des moyens d'action relevant de la non-violence ou pouvant y être associés : utilisation des instances démocratiques existantes, plaidoyers, pétitions..., actions non-violentes symboliques ou de pression, actions ou campagnes de désobéissance civile ou civique, actions de sabotage non-violent différencié d'actes de destruction..., en acceptant le principe de confrontation avec d'autres formes d'action possibles sur une base d'analyse stratégique plutôt qu'en termes de principes éthiques ou moraux.*
- *Constitution de supports vidéos, autant que de cinémathèques et bibliothèques en ligne, permettant la diffusion des informations pratiques et théoriques nécessaires, sur les réseaux sociaux et autres formes de communication de masse rendues possibles par l'informatique...*
- *Développement sur tous les territoires « d'universités populaires d'étude stratégique » concernant les différents moyens et niveaux d'action citoyenne pouvant être mis en œuvre, avec les besoins à prendre en compte, la préparation, la formation, la constitution d'outils de défense juridique...*

Voir Motion 4

III/ Co-construction d'une alternative globale, du local à l'international

Partant du constat que le système capitaliste nous mène irrémédiablement vers un niveau de réchauffement de + 3, 4 ou 5 °C depuis le début de l'ère industrielle, avec une incapacité à inverser la tendance, trop lié à la course à la croissance et au profit à court terme, **il y a urgence à mener un travail du local à l'international, visant l'élaboration théorique et pratique d'un « projet sociétal alternatif global ».**

L'élaboration de ce « programme constructif » doit nous permettre de répondre au plus vite aux besoins collectifs des populations sur tous les territoires et tous les continents, hors capitalisme, hors pétrole et hors nucléaire...

Les grands contours de ce « projet sociétal alternatif » alliant communs coopératifs et gestion collective des ressources au bénéfice de l'intérêt du plus grand nombre, sont tracés et reconnus par nombre de chercheuses et chercheurs, ainsi que d'actrices et acteurs de terrain, à savoir :

- 1. Réorganisation des modes d'organisation démocratique mettant les citoyen.ne.s au centre des processus de décision**
 - *Réécriture participative d'une nouvelle constitution visant le changement radical de système nécessaire : démocratie directe, communalisme coopératif, assemblées citoyennes nommée par tirage au sort...*
- 2. Sauvegarde écologique et résilience alimentaire et énergétique des territoires et des populations**
 - *Reconstruction de l'autonomie alimentaire des territoires, avec concrétisation d'un large plan de re-développement de l'agriculture paysanne et biologique en circuit court, permaculture urbaine autogérée, systèmes de distribution coopératifs et participatifs...*
 - *Réduction des besoins énergétiques et développement des moyens de production en énergies renouvelables, alliant baisse des consommations dans l'habitat, les transports... et production citoyenne décentralisée, développement de systèmes de stockage et d'approvisionnement directs à l'échelle des territoires...*
 - *Récupération et utilisation locale des ressources disponibles, anciennement mises au rebus, emploi des objets obsolètes, mutualisation des lieux de stockage et des savoirs-faire de remise en état d'usage...*
- 3. Modes d'organisation en gestion collective des institutions, des services, comme des systèmes de production**
 - *Gouvernance participative et conception des instances cadres ou de gouvernance comme organes au service des besoins de celles et ceux qui effectuent sur le terrain les missions effectives des structures,*

- *Transparence, plafonnement et limitation des écarts de rémunération, mise en place de système monétaire alternatif en référence progressive au temps, salaire et revenus de bases garantis ou développement des système en gratuité, avec missions et reconnaissance de l'utilité collective pour toutes et tous, ne laissant personnes sur « le bord du chemin » ...*
- *Capital collectif sans finalité lucrative, mutualisation des moyens et des bénéfices, gestion des biens en communs, appropriation de l'usage des structures existantes, interdiction de toute logique de profit des un.e.s au dépens des autres...*
- *Démarche inclusive à l'égard des personnes les plus éloignées de la vie sociale et professionnelle...*

L'enjeu est aujourd'hui de construire une réelle stratégie de formation, d'appropriation et de mise en œuvre commune de cette organisation alternative, à structurer et expérimenter du local à l'international.

Ce grand chantier, pourrait être initié et porté par Alternatiba dans deux directions au moins :

1. La mise en commun, au niveau national et international, de toutes les réflexions, propositions et expérimentations pratiques, qui puisse permettre d'aboutir à un référentiel argumenté et concret, facilement accessible à toutes et tous, concernant comment construire une alternative prometteuse face au capitalisme dévastateur mondialisé qui nous mène à l'extinction : « Petit manuel ou tutoriel de construction d'une alternative fondée sur les communs et les systèmes coopératifs pour gérer les ressources, les services publics ou coopératifs, autant que les outils de production nécessaires, sans profit de quiconque aux dépens des autres... ». *Alternatiba pourrait être stimulateur de ce travail nécessaire à mener par l'ensemble des personnes référentes et compétentes dans les multiples domaines concernés, visant la production collective, rapide et argumentée d'un véritable outil de mise en œuvre de la révolution citoyenne nécessaire...*
2. La mise en place sur tous les territoires de « fabriques de communs coopératifs, alternatifs, écologiques, sociaux et solidaires », visant l'appropriation, l'amélioration pratique, le développement et la concrétisation locale des propositions et orientations élaborées nationalement et internationalement.

Dans le contexte économique existant, ces « fabriques de communs » pourraient être organisées selon le principe d'apports et de cotisations régulières de la part de toutes celles et ceux qui le peuvent, en vue de pouvoir salarier toutes celles et ceux qui débordent d'idées ingénieuses, afin de leur donner les moyens d'adapter et de concrétiser les différentes axes du projet alternatif global. Des systèmes de participation, d'accompagnement et de suivi de ces « fabriques de communs » pourraient être développés, incluant des instances tirée au sort... A plus long terme d'autres modes de financement et de mise en commun des moyens pourraient être imaginés et constitués, hors échanges monétaires classiques : coopératives intégrales, assemblées communalistes ou communautés de bases...

Voir Motion 5



IV/ Lien avec les partis politiques, et éventuelle perspective politique commune

Dans la perspective de co-construction par les citoyen.ne.s d'une alternative coopérative, économique, écologique, sociale et solidaire sur tous les territoires, impliquant une refondation du rôle de l'État dans la gestion des biens communs, il nous semble important d'agir au plus vite auprès des partis politiques potentiellement concernés par nos réflexions.

Force est de constater que si certains disent vouloir s'unir, c'est toujours avec l'objectif de prendre la place à d'autres qui pourtant partagent des options proches. Mobiliser par leur logique des têtes de listes et des victoires électorales des uns contre les autres, leur énergie ne semble pas investie dans la construction d'une stratégie commune au service du plus grand nombre pouvant permettre d'aboutir aux transformations profondes nécessaires pour pouvoir répondre aux immenses défis de notre temps.

Tout en refusant toute logique partisane, mais souhaitons nous saisir de l'opportunité existante d'engager la mutation nécessaire notamment suite aux prochaines élections présidentielles. Nous voulons profiter de cette

occasion pour réécrire notre constitution nationale et engager l'ensemble de la société dans un processus de mutation démocratique et économique à la hauteur des besoins.

Pour cela, nous souhaiterions construire une pression citoyenne capable d'imposer aux différents partis concernés l'organisation d'une union stratégique ciblée sur le changement de constitution préalable à l'ensemble des mutations urgentes à mettre en œuvre. L'objectif affirmé de cette union stratégique serait de pouvoir prendre le pouvoir institutionnel au niveau national, en utilisant les rouages démocratiques existants, en vue de mener une réelle mutation démocratique, sociale, écologique et solidaire impliquant l'ensemble des citoyens sur tous les territoires. Le travail organisé sur plusieurs mois suite à la victoire électorale espérée, devrait aboutir à un projet de constitution à la hauteur des enjeux, à valider par référendum et donnant lieu à de nouvelles élections respectant les nouvelles règles instituées et inaugurant un nouveau mode de fonctionnement institutionnel, économique et social au service du bien commun.

C'est à notre sens l'unique moyen de remettre les partis politiques à leur place d'outils au service des aspirations citoyennes communes, dans une perspective concrète de refondation des modes d'organisation citoyenne pour les décennies futures.

Alternatiba ANV nous semble pouvoir être un des moteurs spécifiques de cette campagne de pression citoyenne ciblant les partis politiques actuels potentiellement convaincus de la nécessité d'un changement radical de système pour permettre à l'humanité de vivre demain...

Il semble important de rappeler que même avec un gouvernement le plus judicieusement constitué et déterminé, aucune institution ne pourra renverser par elle-même la hiérarchie des pouvoirs qui mènent aujourd'hui le monde. Aucune mutation profonde ne sera vraiment envisageable sans le développement d'un puissant rapport de force citoyen capable d'ébranler la puissance du système en place.

La priorité de notre mouvement devra donc rester centrée sur la multiplication de nos capacités à faire croître la mobilisation pour une « révolution citoyenne d'ampleur », du local à l'international.

Voir Motion 6